



La secrétaire d'État chargée de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR), Geneviève Fioraso s'est rendue le 3 octobre 2014 à l'Université de Strasbourg pour une table ronde en cercle fermé avec les élus de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire. À aucun moment elle n'a rencontré l'intersyndicale des personnels et des étudiants qui sollicitait pourtant une entrevue pour évoquer avec elle la situation de l'Université. Aucun dialogue n'a été possible avec la représentante du gouvernement qui a préféré laisser le SIG (anciennement Renseignements Généraux) négocier avec les syndicats.

SUD Education Alsace dénonce non seulement ce manque de respect mais également la volonté évidente de briser l'élan intersyndical, en ne proposant de recevoir qu'une délégation bien trop étroite pour représenter la diversité des organisations étudiantes et de personnels.

Un cortège composé d'étudiants et de personnels venus réclamer qu'une délégation soit reçue, n'obtient pour seule réponse celle de la police qui n'hésita pas à prendre pied sur le campus pour les refouler.

Conformément à l'alinéa 6 de l'article L712-2 du code de l'éducation au sujet des fonctions et attributions du Président d'Université, ce dernier est le responsable du maintien de l'ordre sur son campus. Soit cette intervention a été autorisée par le Président A. Beretz et il doit se justifier, soit la police a outrepassé ses droits et cela doit être dénoncé par notre Président.

« FIORASO = PECRESSE » pouvait-on lire sur une banderole. SUD Education fait sien ce slogan qui reflète bien la politique menée par le gouvernement actuel en matière d'ESR qui ne diffère qu'à la marge de la politique néolibérale menée par Valérie Pécresse, sous un gouvernement de droite. En effet, la loi Fioraso ne fait qu'aggraver la situation financière des établissements de l'ESR qu'a générée la LRU.

SUD Éducation Alsace demande l'abrogation de la LRU et de la loi Fioraso afin que le financement de la recherche publique prime sur celui de la recherche privée dopée au Crédit Impôt Recherche.

Nous demandons enfin à la Secrétaire d'Etat de respecter les personnels de l'ESR en assumant le dialogue social au lieu de l'abandonner à la seule police. Elle n'est plus Ministre et elle n'a jamais été celle de l'Intérieur.

SUD Éducation sera toujours aux avant-postes pour défendre un enseignement et une recherche de qualité, démocratiques, indépendant-e-s des intérêts économiques privés, dans le cadre d'une mission de service public.